

l'attitude adoptée par les gouvernements antérieurs, tant libéraux que conservateurs, n'a pas toujours été ce qu'elle aurait dû être. Nous ne pouvons prévoir d'éternelles programmes de dons, et toute dépense que ferait le gouvernement dans la région devrait prendre la forme de placements favorisant l'expansion économique. L'Office envisagé est une mesure dans le bon sens, mais je dirai, en guise de conclusion, que nous devrions nous rendre compte que les fonctions de cet organisme peuvent changer et dépasser de beaucoup ce que nous envisageons à l'heure actuelle.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, cet après-midi j'ai eu le privilège d'entendre pour la première fois un honorable vis-à-vis parler de l'Office d'expansion économique de la région atlantique. Je tiens à féliciter le représentant. Il semble avoir consacré plusieurs heures à la rédaction de son discours et il lui a fallu pas mal de temps pour en donner lecture. Il a prétendu que l'ancien gouvernement n'avait rien fait pour la région atlantique et je m'inscris en faux contre cette déclaration. Tous les représentants de cette partie du pays peuvent être fiers de ce que le gouvernement conservateur a fait pour les provinces atlantiques. Le député d'Halifax (M. Regan), seul représentant d'Halifax qui se trouve à la Chambre, s'est exprimé dans le même sens que moi, cet après-midi.

Ce qui m'inquiète le plus, c'est que le gouvernement a soutenu, durant la campagne électorale, que le plus grand problème de l'heure, c'était le chômage. Or, depuis la présentation du budget, il a découvert des problèmes de plus grande envergure. Cela me préoccupe, aussi bien que le fait qu'il y a à la Chambre un député d'Halifax. Toutefois, ce qui m'inquiète encore davantage, c'est que l'Office sera placé sous la juridiction et la conduite d'un ministre qui représente une circonscription terreneuvienne.

J'aurais préféré que l'on demande à un ministre venant d'une des provinces atlantiques de parrainer la mesure. Par exemple, le ministre du Travail, qui vient de ma région, aurait été l'homme tout indiqué pour défendre le projet de loi ici. Je le mentionne, car il pourrait d'une certaine façon faire d'une pierre deux coups. En augmentant le nombre des membres de l'Office, il pourrait créer quelques nouveaux emplois, ce que j'accepte volontiers bien que certains députés soient d'avis que j'avais certaines observations à formuler à ce sujet l'année dernière. Je leur rappelle encore une fois que, à la demande de mes commettants, je n'étais pas à la Chambre à ce moment-là. Je préférerais de toute façon que ce soit un ministre originaire

[M. Cashin.]

des provinces atlantiques qui parraine ce projet de loi.

Je dis cela notamment parce que le ministre qui représente Terre-Neuve a déjà dit qu'il détestait même faire la campagne électorale dans cette région. Je m'oppose davantage au fait que les cordons de la bourse soient entre les mains d'un ministre des Finances qui n'a jamais manifesté le moindre intérêt pour la population de la région atlantique. Des écrits l'attestent, monsieur l'Orateur; on lui a même déjà offert de lui faire franchir en vitesse la frontière de ma province, et je suis sûr que neuf autres provinces voudraient en faire autant aujourd'hui.

On a eu raison de dire aujourd'hui que le budget Gordon, qui est fondé sur l'à-peu-près et prévoit maintenant que la taxe sera réduite à 4 p. 100, offre l'occasion de réaliser d'importants bénéfices. D'autre part, je dirais que la grande entreprise a l'avantage considérable de pouvoir accumuler des stocks—elle peut se le permettre, elle—et de réaliser de plus amples bénéfices. Avec le genre de budget qu'on nous a présenté, les choses en sont venues à un point où...

M. Greene: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Est-ce l'Office d'expansion économique de la région atlantique ou le budget que nous sommes en train de discuter?

M. MacInnis: En discutant de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, nous discutons de questions financières, lesquelles préoccupent beaucoup les provinces Maritimes. A noter que, outre les bénéfices qu'on a peut-être réalisés, le genre d'arrangements financiers qu'on nous propose maintenant va offrir à la grande entreprise l'occasion d'accumuler des stocks et de faire d'autres bénéfices lorsque les taxes seront augmentées plus tard. On en arrive au point où la grande entreprise n'a même plus à spéculer pour accuser des profits.

M. Greene: Monsieur l'Orateur, va-t-on laisser l'honorable député discuter du budget au cours du présent débat ou sera-t-il rappelé à l'ordre et prié de s'en tenir à la question dont la Chambre est saisie?

M. l'Orateur suppléant (M. Batten): A l'ordre! J'aimerais que l'honorable représentant de Cap-Breton-Sud (M. MacInnis) s'en tienne autant que possible au bill qui porte sur l'institution de l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, j'accepte votre décision. Elle me permet de soulever une question que l'Orateur devrait, selon moi, étudier de très près. L'autre jour, il s'est produit quelque chose à la Chambre quand j'ai posé une question très précise à propos d'un problème qui se pose dans les mines de ma